



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/1019  
30 décembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES À PREVLAKA**

#### **I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport fait suite au paragraphe 3 de la résolution 1119 (1997) du Conseil de sécurité en date du 14 juillet 1997, dans laquelle le Conseil m'a prié de lui présenter, le 5 janvier 1998 au plus tard, un rapport sur la situation dans la péninsule de Prevlaka et sur les progrès accomplis par la République de Croatie et la République fédérative de Yougoslavie vers un règlement pacifique de leur contentieux dans cette zone.

2. La Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) comprend 28 observateurs militaires (voir annexe) ayant à leur tête un chef des observateurs militaires, le colonel Harold Mwakio Tangai (Kenya). Le mandat actuel de la Mission expire le 15 janvier 1998.

3. Conformément à la résolution 1119 (1997), la MONUP continue de vérifier la démilitarisation de la péninsule de Prevlaka et des zones voisines de la Croatie et de la République fédérative de Yougoslavie en effectuant des patrouilles en voiture et à pied de part et d'autre de la frontière internationale, sauf lorsqu'elle en est empêchée par des restrictions de circulation imposées par l'une ou l'autre partie. Dans le cadre de ses activités, la Mission tient des réunions régulières avec les autorités locales pour renforcer les liaisons, réduire les tensions, améliorer la sécurité et créer un climat de confiance entre les parties. Dans ce contexte, le Chef des observateurs militaires a maintenu le contact avec les autorités de Zagreb et de Belgrade pour examiner des questions liées à la résolution 1119 (1997). Des réunions organisées à intervalles réguliers permettent de maintenir une coopération entre la MONUP et la Force multinationale de stabilisation.

#### **II. LA SITUATION DANS LA ZONE DE RESPONSABILITÉ DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES À PREVLAKA**

4. Depuis la communication de mon dernier rapport, le 1er juillet 1997 (S/1997/506), la situation dans la zone de responsabilité de la MONUP est restée stable. Les violations intermittentes du régime de démilitarisation signalées par les observateurs – présence, dans plusieurs cas, de militaires croates et yougoslaves et, dans un cas, d'une arme lourde croate – ont été moins nombreuses et moins graves que dans le passé.

5. Le régime de démilitarisation continue de faire l'objet de violations persistantes dans la zone contrôlée par l'Organisation des Nations Unies (dite "zone bleue") : présence d'une trentaine d'agents de la police spéciale croate dans deux positions et un poste de contrôle d'une part, et d'environ six agents yougoslaves (monténégrins) de la police des frontières dans une position et un poste de contrôle, de l'autre.

6. En outre, les eaux de la zone contrôlée par l'ONU continuent de faire l'objet de fréquentes violations par les bateaux de pêche croates et yougoslaves et, de temps à autre, par des navires de la police croate. Les autorités croates continuent de laisser pénétrer dans la partie nord de la zone contrôlée par l'ONU, à proximité des quartiers de Prevlaka, des civils qui n'y sont pas autorisés, notamment des journalistes.

7. La présence persistante de militaires yougoslaves dans le secteur nord-ouest constitue la plus grave des violations persistantes de la zone démilitarisée (dite "zone jaune"). En raison des restrictions imposées par les autorités yougoslaves à la circulation des observateurs militaires dans cette zone, la MONUP n'a pas été en mesure de vérifier l'effectif ni l'armement des éléments de l'Armée yougoslave qui tiennent ces positions.

8. En ce qui concerne la liberté de mouvement des observateurs militaires des Nations Unies dans le reste de la zone de responsabilité de la MONUP, la Croatie a continué de leur refuser un accès systématique aux positions situées dans la partie nord de la zone démilitarisée et à plusieurs positions situées dans la partie sud de cette zone.

9. Depuis mon précédent rapport, la Mission a constaté que les effectifs de la police spéciale croate déployés dans sa zone de responsabilité avaient été ramenés de quelque 350 à environ 250. Il convient de noter que le régime de démilitarisation adopté n'impose aucune limite quant aux effectifs de la police déployés à l'intérieur de la zone démilitarisée dans laquelle ont eu lieu presque toutes les réductions d'effectifs.

### III. PROGRÈS VERS L'ADOPTION D'OPTIONS PRATIQUES

10. Au cours de ses entretiens avec les autorités croates et yougoslaves en octobre 1997, le Chef des observateurs militaires a de nouveau demandé instamment aux parties de mieux respecter le régime de démilitarisation. Il a notamment exhorté les parties à déminer les secteurs où patrouillent les observateurs militaires et à cesser d'empêcher ces derniers de circuler librement. Ces mesures faisaient partie des options pratiques proposées par la MONUP en mai 1996 dans le cadre de procédures visant à réduire les tensions et à améliorer la sécurité dans la zone (voir S/1996/502, par. 7).

11. À la suite de négociations entre la MONUP et les autorités croates, le Ministre croate de l'intérieur a donné l'ordre de neutraliser un champ de mines situé le long d'une route qui traverse la zone contrôlée par l'ONU. En novembre-décembre, les autorités croates ont neutralisé 67 mines, après quoi elles ont fermé trois positions de la police spéciale à l'intérieur de la zone contrôlée par l'ONU. Il s'agit là des premières mesures concrètes prises conformément aux options pratiques proposées en juin 1996. Par la suite,

/...

l'Armée yougoslave a mené une opération visant à détecter les mines pouvant se trouver le long d'une route située à l'intérieur de la zone contrôlée par l'ONU, et elle a indiqué que la route était exempte de mines. Grâce aux mesures ainsi prises par les parties, les observateurs militaires des Nations Unies peuvent maintenant patrouiller toutes les routes situées à l'intérieur de la zone contrôlée par l'ONU sans craindre pour leur sécurité.

12. Les efforts déployés par le Chef des observateurs militaires pour mettre en place des procédures permettant aux observateurs d'accéder régulièrement à des positions situées dans l'ensemble de la zone de responsabilité de la MONUP sont jusqu'ici restés vains. Toutefois, les autorités yougoslaves ont levé les restrictions partielles qui empêchaient les observateurs militaires des Nations Unies d'accéder aux positions de la police des frontières et d'emprunter une route située dans la zone démilitarisée.

#### IV. PROGRÈS VERS UN RÈGLEMENT

13. Depuis mon précédent rapport, les parties ont continué d'indiquer au cours de leurs contacts avec les fonctionnaires de l'ONU que les questions concernant Prevlaka n'avaient pas été abordées directement dans leurs négociations bilatérales menées en application de l'Accord sur la normalisation des relations entre la République fédérative de Yougoslavie et la République de Croatie, signé à Belgrade le 23 août 1996 (S/1996/706, annexe) et qu'aucun progrès n'avait été accompli vers un règlement du différend. Les déclarations publiques de hauts fonctionnaires de la Croatie et de la République fédérative de Yougoslavie ont confirmé ces indications.

14. L'absence de règlement du différend concernant Prevlaka continue d'interdire tout progrès vers l'ouverture de la frontière internationale à Debeli Brijeg, à l'intérieur de la zone de responsabilité de la MONUP. Les responsables croates et yougoslaves ont à nouveau été dans l'impossibilité de se mettre d'accord sur le statut de ce point de passage, malgré la signature, le 15 septembre, d'un accord sur un "régime souple de passage à la frontière" devant régir les points de passage entre la Croatie et la République fédérative de Yougoslavie (S/1997/767, par. 33).

#### V. OBSERVATIONS

15. Depuis mon précédent rapport, les parties ont continué d'indiquer au cours de leurs contacts avec la MONUP qu'elles maintenaient leurs interprétations divergentes du différend concernant Prevlaka. Pour la Croatie il s'agit d'un problème de sécurité, alors que pour la République fédérative de Yougoslavie il s'agit d'un problème territorial.

16. La stabilité qu'a connue la zone de responsabilité de la MONUP depuis que la Mission a été créée, le 1er février 1996, n'a été perturbée par aucun incident grave. On peut se féliciter des mesures prises pour se conformer aux options pratiques proposées par la MONUP, qui ont permis de confirmer l'atténuation des tensions. En outre, les deux parties ont continué de répéter, tant publiquement qu'au cours de leurs contacts avec mon chef des observateurs militaires, qu'elles étaient fermement résolues à trouver une solution négociée

/...

à la question litigieuse de Prevlaka, conformément à l'article 4 de l'Accord qu'elles ont signé sur la normalisation des relations.

17. En revanche, les négociations sur le fond n'ont pas encore commencé, et au cours de leurs entretiens avec la MONUP les responsables croates et yougoslaves n'ont laissé entrevoir aucune perspective d'un arrêt des violations infligées de longue date dans la zone contrôlée par l'ONU (voir par. 5). Le chef des observateurs militaires estime que ces violations et les autres violations du régime de démilitarisation ne menacent pas la stabilité de la zone de responsabilité de la MONUP et n'empêchent pas celle-ci d'exercer son mandat. Néanmoins, s'ajoutant aux divergences de vues concernant les limites exactes de la zone contrôlée par l'ONU et celles de la zone démilitarisée, ces violations enveniment en permanence les relations entre la MONUP et les autorités locales, ce dont il faudrait se débarrasser.

18. La MONUP joue un rôle indispensable en maintenant une situation propice à la négociation, et l'évolution récente de la situation à d'autres endroits de la frontière entre la Croatie et la République fédérative de Yougoslavie me permettent d'espérer que les deux pays parviendront à régler leur différend concernant Prevlaka par la négociation bilatérale. En attendant, ils ont accepté de respecter le régime de sécurité mis en place, qui repose sur la surveillance exercée par l'ONU. Je recommande donc que le mandat de la MONUP soit à nouveau prorogé de six mois, jusqu'au 15 juillet 1998. Je lance un nouvel appel à la Croatie et à la République fédérative de Yougoslavie pour qu'elles engagent des pourparlers sur le fond. Si elles le souhaitent, toute la gamme des moyens dont dispose l'ONU est à leur disposition pour les aider à parvenir à un règlement pacifique.

19. En conclusion, je tiens à rendre hommage au chef des observateurs militaires et aux hommes et aux femmes de la MONUP, qui se sont acquittés de leurs importantes tâches de façon consciencieuse et efficace.

ANNEXE

Composition et effectif de la composante militaire de la Mission d'observation  
des Nations Unies à Prevlaka au 19 décembre 1997

Pays	Nombre d'observateurs militaires
Argentine	1
Bangladesh	1
Belgique	1
Brésil	1
Canada	1
Danemark	1
Égypte	1
Fédération de Russie	1
Finlande	1
Ghana	2
Indonésie	2
Irlande	1
Jordanie	1
Kenya	2
Népal	1
Nigéria	1
Norvège	1
Nouvelle-Zélande	1
Pakistan	1
Pologne	1
Portugal	1
République tchèque	1
Suède	1
Suisse	1
Ukraine	1
Total	28

-----